

Rentrée scolaire du dernier trimestre dans la hantise du COVID-19 au Burundi

PANA, 20 avril 2020 (Reportage) / Bujumbura, Burundi - Des aires réservées au lavage des mains à l'eau propre et au savon barraient les entrées de la plupart des écoles visitées lundi à Bujumbura, comme à l'intérieur du pays, sur la rentrée des classes du dernier trimestre 2019-2020, sur fond de hantise du Coronavirus (COVID-19), a-t-on observé dans la capitale économique du Burundi.

Officiellement, les cas avérés de la pandémie du COVID-19 se limitent encore à six au Burundi, de manière générale, les activités socio-économiques poursuivent leur cours normal, avec des marchés, des transports en commun, des fêtes, des lieux de culte et de loisirs ouverts au public. A la nouvelle rentrée des classes, les encadreurs veillaient à ce que les enfants, mais aussi le personnel et les visiteurs, observent les gestes-barrières dictés par le ministre burundais de la Santé publique. En classe, il était encore question de veiller à ce que les enfants ne se collent pas les uns aux autres, ne se serrent pas les mains et observent un écart pendant la circulation, sans nouveaux aménagements de l'espace. Des enfants s'amusaient de ces directives pour un mal de COVID-19 qu'ils n'arrivent pas à circonscrire. Certains chahutaient leurs petits camarades à la moindre toux dont c'est l'un des symptômes de la pandémie qu'ils disaient avoir entendu parler à la radio ou à la télévision. Au sortir des écoles, les consignes semblaient avoir été vite oubliées, à la lumière des attroupements de rue, les uns autour d'un téléphone portable pour partager les derniers tubes à la mode, les autres autour d'un point de vente de friandises. Quant aux responsables scolaires, ils avouaient obéir aux ordres de la tutelle de faire respecter les règles d'hygiène, sans toutefois de conviction à venir. Dans des écoles pléthoriques où un banc pupitre de 1 m 20 est parfois partagé par six à sept élèves, quand ils ne s'asseyaient pas à même le sol en classe, le mieux aurait été de confiner carrément les enfants à domicile, a tranché une enseignante dans une cité populaire à Bujumbura. Le même sentiment était partagé par les parents accompagnateurs d'enfants, obligés de se conformer au calendrier du ministre de l'Éducation nationale et de s'en remettre à Dieu face à un virus qui se répand au gré du vent. De toute façon, "nous mêmes allons au travail et pouvons contaminer les enfants à la maison", s'est montré résigné un parent, non sans s'étonner des mesures préventives jugées "trop faibles" par rapport aux pays voisins du Burundi ayant longtemps décidé simplement de la fermeture des écoles. De jeunes Burundais inscrits au Rwanda ont été rapatriés en catastrophe suite à la fermeture de toutes les écoles et universités chez ce voisin du nord. Le deuxième trimestre était arrivé plus calmement à terme au Burundi où la pandémie ne totalisait que trois premiers cas déclarés, à la date du 31 mars. Les seules écoles françaises et belge de Bujumbura étaient affolées, en décidant de précipiter les vacances scolaires de Pâques. Le gouvernement burundais s'était montré contraire, mettant en garde à « toute personne qui, pour différentes raisons sournoises de désorientation et de manipulation de l'opinion », devance les autorités du pays, en prenant des mesures à « hâtes extrêmes unilatérales ». Avant que les premiers cas n'apparaissent tardivement au Burundi, le gouvernement soutenait que c'était par la « grâce divine » et d'annonçait les « mauvaises langues » et autres « oiseaux de mauvais augure » qui l'accusaient de « déni des réalités ». Des mesures préventives ont par la suite été prises, notamment la quarantaine stricte des personnes en provenance de l'étranger, la suspension d'octroi de visa, des missions officielles des vols commerciaux. Le discours officiel reste néanmoins aux assurances à la veille d'importantes élections électorales, notamment la présidentielle du 20 mai prochain, couplée aux législatives et aux municipales. Seul le vote de la diaspora a été annulé en raison du COVID-19 dans les pays d'accueil. La Fédération de football du Burundi (FFB) a tout aussi exceptionnellement décidé de suspendre les compétitions sportives, "jusqu'à nouvel ordre".